

ESCH-SUR-ALZETTE

Utopie ou réalité?



A Esch-sur-Alzette il y a plus de chômeurs et chômeuses que dans d'autres villes luxembourgeoises. Un problème qui sera également traité lors des prochains assises sociales de la commune.

(photo: Christian Mosar)

Demain, samedi 11 novembre, auront lieu les "assises sociales d'Esch-sur-Alzette". Une première au Luxembourg en matière de participation de la société civile à la politique communale.

"Sur base d'un état des lieux des problèmes sociaux à Esch, la commission sociale élaborera, avec le collège échevinal, un concept pour une politique sociale préventive, proposant des mesures concrètes."

Cette bonne résolution, annoncée dans le programme de coalition POSL - Déi Gréng - Déi Lénk, se concrétisera demain à la Kulturfabrik. Auront lieu alors les premières "assises sociales", organisées par le Collège des Bourgmestres et Echevins et la commission sociale d'Esch-sur-Alzette.

La ville du sud a connu depuis 1975 des bouleversements structurels considérables. C'est surtout la crise sidérurgique qui a entraîné la perte des débouchés professionnels traditionnels. Ainsi, le chômage et la précarité y sont plus importants qu'en moyenne nationale. Une autre politique sociale a donc été promise par les nouvelles forces au pouvoir dans l'Hôtel de Ville. "Pour faire une bonne politique sociale, il faut disposer

d'une bonne analyse de la situation. Comme une trentaine d'organismes différents (administrations, ONG's, centres conventionnés, initiatives citoyennes,) interviennent sur ce terrain à Esch, notre première idée était de les rassembler pendant une journée de travail. La Ville se propose d'assumer un rôle centralisateur, d'établir un rapport social annuel à débattre au conseil communal et d'en déduire les initiatives politiques de sa part", déclarent ainsi le collège échevinal et la commission sociale.

Au programme de demain: quatre ateliers - chômage et emploi; exclusion et pauvreté; jeunesse en difficulté; problèmes du logement -, ainsi qu'une synthèse et un débat intitulé "Pour une politique sociale locale plus active, plus globale et plus préventive".

Rafistolage politique?

La ville d'Esch a donc l'excellente idée d'ouvrir sa politique communale pour donner aux organisations et initiatives citoyennes la possibilité d'influencer celle-ci. Une approche qui est d'ailleurs annoncée à plusieurs reprises dans l'accord de coalition.

N'empêche qu'on peut avoir des doutes sur l'efficacité de telles assises. Les problèmes qu'on y abordera sont loin d'être nouveaux. On reconnaît depuis plus de vingt ans l'urgence d'agir. La politique agit pourtant, jusqu'ici, surtout au niveau des rafistolages par-ci, par-là. En outre, la source des problèmes traités lors des assises sociales se trouve souvent dans l'économie de marché. Celle-ci a notoirement plus d'influence sur la politique que cette dernière en a sur elle. Comment, dans ces conditions, réaliser une politique sociale vraiment préventive?

"Il se peut que les assises sociales permettent de trouver des instruments pour la prévention au lieu de la simple réaction", espère André Hoffmann. L'échevin s'occupant du ressort social à Esch-sur-Alzette, ne veut pourtant pas se trop optimiste. Ainsi, même si la ville d'Esch compte le plus grand nombre de logements sociaux au niveau national et que son Office social est réputé pour être le plus grand du pays, André Hoffmann déclare: "Une politique sociale intégrée n'existe pas actuellement, car les instruments nécessaires nous manquent." Le politicien de gauche donne comme exemple l'Office social. Celui-ci est toujours réglé par une législation datant du 19e siècle, reflet de la politique en matière de pauvreté de l'époque. L'unique actualisation de cette loi était l'introduction du RMG.

"Le personnel des Offices sociaux est débordé maintenant par les dossiers administratifs. Dans ces conditions, il leur est impossible de travailler de manière plus préventive. C'est une situation qui ne satisfait personne. Esch compte, par exemple, plus de 150 enfants placés dans des foyers. On est en droit de se poser la question à combien de ces enfants et de leurs familles on aurait pu éviter ce sort s'il y avait une aide et un conseil plus préventifs."

Pour quoi faire?

L'économie dite solidaire est une autre voie à suivre. Mais, lors des assises sociales, il sera également nécessaire d'enclencher une véritable réflexion sur les chances et les dangers de cette économie. Le fait que le RMG est de plus en plus utilisé pour se procurer de main d'oeuvre bon marché, sans pour autant créer des postes fixes, en sera un élément.

Les voies que ces assises ouvriront sont donc multiples. André Hoffmann imagine même qu'elles pourront être une base pour le développement d'une structure permanente. "J'appelle cette structure un 'conseil local d'action sociale'. Je peux aussi m'imaginer la formation de différents groupes de travail qui continueront à fonctionner après les assises. De tels instruments devront également se poser la question des moyens à créer pour responsabiliser un peu plus l'économie privée."

De tels discours risquent de tourner à l'utopie. L'échevin en est conscient et ne veut pas se faire trop d'illusions. Mais ces assises seront un forum de discussions sur la politique sociale du futur qui dépasse le simple cadre des décideurs et décideuses politiques. Une initiative, ouverte au public, qui plaît: 75 organisations sont inscrites.

La Ville d'Esch-sur-Alzette pose ainsi les fondements d'une nouvelle participation citoyenne à la politique communale. Malgré tout, il est clair que le plus gros du travail reste à faire après les assises sociales de demain.

Germain Kerschen

Frieden geht Zoff aus dem Weg

Am Mittwochabend wurde Noureddine Lafrizi nach Marokko ausgewiesen. Die letzten zwei Monate saß er im Schrassiger Gefängnis, um hier auf seine Ausweisung zu warten. Der Marokkaner lebte, bevor er nach Luxemburg kam zehn Jahre mit einem Visum in Italien, heiratete eine Portugiesin, zu der er nun nach Luxemburg kam. Hier fand er Arbeit als Koch. Als seine Aufenthaltsgenehmigung abgelaufen war, wurde ihm vom Justizministerium mitgeteilt, dass er nun eine Arbeitserlaubnis brauche. Diese wurde ihm aber verweigert, genauso wie danach die Aufenthaltsgenehmigung. Anfang September wurde er ohne gültige Papiere bei einer Routinekontrolle aufgegriffen, und direkt ins Schrassiger Gefängnis gebracht. Vor zwei Wochen versuchte der Mann sich umzubringen und wurde ins Centre Hospitalier verlegt. Durch einen Brief seines Bruders wurde am Montag der grüne Fraktionspräsident François Bausch auf die Umstände aufmerksam. Dieser schickte einen Brief direkt an Justizminister Frieden, mit der Bitte um Aufklärung. Am folgenden Tag erfuhr Bausch von der Abschiebung. "Ich vermute, dass hier Herr Frieden allen Schwierigkeiten aus dem Weg gehen wollte und deshalb schnell gehandelt hat," sagt Bausch. Die Antwort des Justizministers dürfte interessant sein, denn rein juristisch ist die Ausweisung ausgesprochen fragwürdig, abgesehen von den menschenverachtenden Umständen.

Intégration démantelée

Celui fait deux ans et demi que le parlement annonce l'imminence du premier débat d'orientation sur l'intégration des élèves étrangers et étrangères dans l'école luxembourgeoise depuis 1983. Fixé pour la semaine prochaine, ce débat vient d'être reporté à la fin novembre suite à une session tumultueuse de la Commission de l'éducation mardi dernier. En effet, l'espoir du duo rapporteur Durdu/Wiseler de rallier toutes les fractions derrière leur rapport et derrière une motion non encore écrite s'est heurté au scepticisme de l'opposition. Aux yeux des socialistes et des Verts - l'ADR était absent -, les orientations du rapport étaient soit des vérités de Lapalisse (voir page 8), soit contradictoires entre elles et nécessitant des débats supplémentaires en commission. Dans l'impossibilité de rédiger à la hâte une motion consensuelle qui présenterait des lignes d'orientation concrètes pour la politique gouvernementale de la décennie en cours, la majorité a une nouvelle fois préféré reporter l'épineux débat. En contrepartie, la Chambre devra traiter pas moins de cinq interpellations en matière d'éducation dans une session expéditive les 15 et 16 novembre. Drôle d'offensive scolaire!

Endlich ein "Guichet unique"

In Esch-sur-Alzette wird jetzt ein Konzept für ein "guichet unique" ausgearbeitet. Es geht in erster Linie darum, den Service am Bürger zu verbessern und die Mitarbeiter der Gemeinde in dieser Hinsicht besser einzusetzen. Transparenz und Bürgernähe will der Schöffenrat bei der Untersuchung und der Realisierung des Projektes walten lassen. Bis Ende 2001 soll der "guichet unique" dann auch schon eingeführt sein. In einer ersten Phase sollen hier zwei bis drei Personen arbeiten. Nach einigen Jahren wird der Service dann ausgebaut. Der Schöffenrat versichert übrigens, dass dieses Projekt auf keinen Fall mit einer Reduzierung des Personals verbunden sein wird. Für das laufende Jahr wird hierfür noch ein Budget von 2,1 Millionen LUF gestimmt. Die Bürgermeisterin Lydia Mutsch nannte als "vorsichtige Schätzung ihrerseits" noch weitere 3 Millionen die nötig wären, um das Projekt abzuschließen. Die Standortfrage ist jedoch noch offen.

